Belgeo

Revue belge de géographie

3 | 2019

Les petites villes européennes comme enjeu d'équité territoriale/Small European cities as stakes for territorial equity

---

Politiques urbaines pour la mise en récit d'une ville moyenne périphérisée en décroissance : L'exemple de Montluçon

Mikel Agirre-Maskariano

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/35087>

DOI : 10.4000/belgeo.35087

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Référence électronique

Mikel Agirre-Maskariano, « Politiques urbaines pour la mise en récit d'une ville moyenne périphérisée en décroissance : L'exemple de Montluçon », *Belgeo* [En ligne], 3 | 2019, mis en ligne le 11 juillet 2019, consulté le 13 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/35087> ; DOI : 10.4000/belgeo.35087

Ce document a été généré automatiquement le 13 février 2020.

Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Politiques urbaines pour la mise en récit d'une ville moyenne périphérisée en décroissance : L'exemple de Montluçon

Mikel Agirre-Maskariano

Mondialisation et villes moyennes : décroissance et récits urbains

Décroissance urbaine et périphérisation à l'ère de l'expansion néolibérale

- 1 Face au système keynésien en crise, la doctrine néolibérale s'est érigée comme la seule alternative possible pour aborder les enjeux économiques, sociaux, environnementaux et urbains survenus dès les années 1970 (Evans & Sewell, 2013). Cette restructuration économique et spatiale du capitalisme a engendré une hausse des inégalités socio-spatiales dans le monde, conduisant à la prolifération d'espaces superflus, condamnés à la décroissance urbaine (Haase *et al.*, 2016 ; Miot, 2016). L'abattement des barrières imposées au déplacement global des capitaux et des investissements a marqué l'implantation progressive de l'économie de libre-échange en tant qu'ordre politique dominant, renforçant le rôle des acteurs privés en ce qui concerne la prise de décisions publiques (Holton, 2011). À cause de l'absence de limites aux mouvements des capitaux, dès qu'un espace n'est plus compétitif, tout son espace urbain sera davantage disposé à faire l'objet d'une crise systémique (Filion, 2013), creusant l'écart entre les espaces compétitifs à forte croissance et ceux qui ne le sont plus (Oswalt, 2005).
- 2 La structuration des réseaux économiques et politiques globaux facilite la concentration de la population, du dynamisme socio-économique, des flux financiers et du pouvoir politique autour des espaces métropolitains centraux (Ghorra-Gobin, 2010).

L'expansion globale du capitalisme accentue la division hiérarchique de l'espace (Braudel, 1992). Tandis que certaines villes ne cessent de croître grâce à l'accumulation spatiale des capitaux et des investissements (Pacione, 2015), les villes en décroissance font l'objet d'un retard économique ainsi que de formes d'abandon socio-politique (Béal *et al.*, 2017). S'éloignant des imaginaires socio-culturels dominants (Lang, 2012), les villes en décroissance représentent donc la matérialisation spatiale des inégalités entraînées par les processus corrélés de métropolisation et périphérisation dans un contexte de globalisation néolibérale (Kühn, 2015).

- 3 La décroissance urbaine fait ainsi référence aux villes concernées par des processus soutenus de perte de population, de recul économique et de détresse sociale en tant que symptômes d'une crise à caractère permanent (Martínez-Fernández *et al.*, 2012). C'est ainsi que la décroissance urbaine devient un phénomène complexe mais aussi variable selon les spécificités propres à chaque contexte (Rieniets, 2009). La décroissance est à l'origine de plusieurs impacts urbains, tant sur le *hardware* (déclin économique, rétrécissement des marchés immobiliers, surdimensionnement des infrastructures, faillite financière) que sur le *software* (vieillesse de la population, émigration, dépérissement du capital humain) (Hospers, 2014).
- 4 À travers la *glocalisation*, le tournant néolibéral a renforcé simultanément l'échelle supranationale ainsi que le niveau local en tant que centres décisionnels et espaces préférentiels pour la matérialisation des préceptes néolibéraux (Swyngedouw, 2004). À cet égard, la ville structure et est à la fois reconfigurée par les agendas, plans et pratiques visant à assurer la croissance fondée sur les forces du marché conformément aux préceptes du *NPM* (*New Public Management*) (Sager, 2011). L'obligation de faire face aux difficultés financières dans un contexte déterminé par la diminution des ressources et l'augmentation des responsabilités a poussé les autorités locales à adopter une politique de type entrepreneurial, en assimilant une logique concurrentielle (Filion, 2013). Par conséquent, l'action politique des villes se focalise davantage sur la recherche du capital et des investissements, censés garantir le développement économique en s'adaptant aux nécessités des intérêts privés (Purcell, 2008). Cette priorité a entraîné une modification de la façon de concevoir la ville et sa gouvernance, abandonnant sa fonction redistributive pour se concentrer sur la sécurisation des conditions nécessaires pour rendre la ville compétitive afin de garantir la croissance (Mayer, 2007). De plus, la néolibéralisation s'appuie sur la perception de l'économie de marché comme seul vecteur de richesse, en assimilant que toute la société pourra en bénéficier car la croissance faciliterait la création d'emplois et donc accroîtrait les revenus disponibles (Hamilton, 2004).

Quels récits et stratégies urbains pour affronter la décroissance ?

- 5 Comprenant l'espace en tant que construction sociale à la fois vécue et imaginée où les discours et le cadre matériel s'entremêlent pour donner forme à des stratégies urbaines complexes (Daux-Combaudon, 2017), certaines « *urban success stories* » deviennent des modèles à suivre constituant des récits hégémoniques, grâce aux réseaux et au transfert global des meilleures pratiques (Peck & Theodore, 2015). La diffusion et l'assimilation des récits de croissance dominants est assurée à travers la transformation des cadres normatifs à l'instar de toute une série d'acteurs puissants (par exemple les agences de développement, les universités, les médias, les syndicats, etc.) (Logan & Molotch, 1987) qui contribuent à l'idéalisation des modèles et des imaginaires urbains

iconiques (Raco, 2012). Dans ce contexte, les autorités urbaines mobilisent des imaginaires distinctifs afin de souligner l'identité originale de leur ville et ainsi pouvoir dénicher globalement leur potentiel (Di Méo, 2010). Les villes essaient donc de se positionner sur le marché à travers la production et la diffusion de marques spécifiques telles que : « ville durable », « *smart city* », « *creative city* », « ville de culture », etc.

- 6 Plusieurs études publiées par des protagonistes économiques sur la scène mondiale tels que la Banque mondiale (Mukim *et al.*, 2015) ou l'OECD (2006) ainsi que des *think tanks* influents comme The Brookings Institution (Clark & Moonen, 2013) définissent la ville réussie comme celle qui montre une série de caractéristiques communes parmi lesquelles : une croissance économique accélérée ; la compétitivité ; l'adaptabilité aux besoins du marché et des acteurs privés ; la capacité d'attraction de l'investissement, des entreprises de pointe, des professionnels talentueux et des visiteurs ; le dynamisme innovateur et entrepreneurial ; les infrastructures et équipements haut de gamme ; des milieux urbains multiculturels ; une image de la ville et des environnements séduisants. Dans le même ordre d'idée, des auteurs comme Florida (2004) et Glaeser (2011) affirment que la priorité des politiques publiques devrait se focaliser sur la production des conditions urbaines préalables pour attirer à la « classe créative », en soulignant l'importance du rôle joué par l'offre d'un climat culturel riche et varié à cet égard. La réussite des villes est donc imaginée par rapport à leur capacité à attirer les gens et les activités économiques liés aux attentes socioculturelles portées par ce modèle urbain (Glaeser & Gottlieb, 2009).
- 7 La prédominance des discours de croissance et l'association de la réussite aux récits urbains métropolitains renforce donc la stigmatisation des villes confrontées aux processus de décroissance amplifiant leur périphérisation (Roth, 2016). Ainsi, la naturalisation de l'aversion envers les espaces urbains en décroissance s'oppose diamétralement au sentiment de succès porté par les espaces en forte croissance (Leo & Anderson, 2006). En suivant une logique d'action politique orientée vers le marché, avec pour objectif de réduire le décalage par rapport aux villes gagnantes, les autorités des villes en décroissance ont souvent adopté une série de stratégies entrepreneuriales standardisées. Celles-ci incluent des avantages divers aux entreprises, la création des zones d'activités, la mise en place des partenariats public-privé, le déploiement du marketing urbain, la régénération des espaces dégradés, le développement des grands projets urbains, la remise en état du patrimoine, l'établissement des promenades en front d'eau ou encore la construction d'équipements culturels et des infrastructures événementielles (Rhodes & Russo, 2013 ; Wiechmann & Bontje, 2013 ; Hospers & Reverda, 2015 ; Cauchi-Duval *et al.*, 2016). Une fois assumée la réalité de décroissance les autorités se précipitent donc pour mettre en place des stratégies urbaines qui visent la croissance en mettant la focale sur le rebondissement économique (Bucek & Bleha, 2013 ; Laménie, 2016), se saisissant du recyclage urbain comme levier (Plöger, 2012).

Figure 1. Diagramme de synthèse des piliers des récits hégémoniques.

Source : Réalisation de l'auteur

Aborder l'étude des politiques urbaines des villes moyennes en décroissance

- 8 Des études confirment que les villes petites et moyennes sont les plus affectées par les dynamiques de décroissance urbaine en France (Wolff *et al.*, 2013). De plus, elles sont particulièrement défavorisées par la combinaison des effets du délaissement politique, de la crise économique, de la marginalisation socioculturelle et de la stigmatisation médiatique (Weck & Beißwenger, 2013). Cependant, la plupart des travaux de recherche menés au sujet des politiques urbaines dans les villes en décroissance ont mis l'accent sur les grandes villes et les espaces métropolitains concernés, ignorant les villes petites et moyennes (Sysner, 2015). Par ailleurs, la majorité des études en France se sont davantage concentrées sur l'analyse de la décroissance urbaine dans les villes du Nord et de l'Est du pays en délaissant d'autres espaces également touchés.
- 9 Une grande partie des travaux portant sur la décroissance urbaine s'est limitée à l'analyse des causes et conséquences du phénomène à travers des approches plutôt descriptives (Großmann *et al.*, 2013). En fait, la plupart des études ont tendance à associer la décroissance urbaine à une série des facteurs comprenant le déclin économique qui a suivi les processus de désindustrialisation, l'étalement urbain et la périurbanisation, la deuxième transition démographique ou encore les divers processus de restructuration politique (Strykiewicz, 2013). En conséquence, les recherches ont en général pensé la décroissance comme un phénomène à caractère éphémère (Fol & Cunningham-Sabot, 2010). Cette approche néglige son origine pluridimensionnelle qui résulte de l'imbrication croissante entre les aspects endogènes et les variables

exogènes, issues des multiples interactions et mutations survenues à l'ère actuelle (Cunningham-Sabot & Fol, 2009).

- 10 Aujourd'hui, la thématique de la décroissance urbaine manque encore de contributions visant à approfondir le débat sur les stratégies et politiques urbaines mises en place dans les villes en cours de périphérisation (Roth, 2016). Par conséquent, la décroissance appelle des analyses prenant en compte les interconnexions entre les processus globaux qui façonnent l'espace, la société et l'économie ainsi que les réponses et les arrangements politiques locaux qui émergent dans un contexte global orienté vers la croissance (Cunningham-Sabot *et al.*, 2013). Par ailleurs, l'analyse des perceptions et des représentations de la décroissance dans les villes moyennes (Weck & Beißwenger, 2013) devient également essentielle, dans la mesure où l'étude des discours répandus à l'échelle locale, permet de découvrir les fondements des décisions politiques résultantes (Sysner, 2015).
- 11 L'article prend comme point de départ un seul cas d'étude critique (Flyvbjerg, 2006), celui de Montluçon, une ville moyenne française en décroissance ayant des attributs singuliers qui font d'elle un cas digne d'étude. En regardant de plus près le cas de Montluçon, le travail vise à comprendre comment la décroissance urbaine est comprise et gérée dans cette ville. Plus précisément, le texte questionne l'impact des récits hégémoniques à l'origine des sentiments et des actions prédominants à Montluçon. Finalement, l'article interroge la transformation des imaginaires en stratégies urbaines implantées à l'échelle locale, en mettant l'accent sur la manière dont l'espace urbain a été façonné à travers des politiques développées à Montluçon ces deux dernières décennies. L'article essaye ainsi d'analyser le lien entre les récits urbains dominants au niveau mondial et leur matérialisation dans une ville moyenne en décroissance marquée par ses difficultés à s'insérer dans l'actuel cadre concurrentiel.
- 12 Ce texte s'appuie sur un travail de terrain conduit au printemps 2017 à Montluçon. Le travail empirique s'appuie sur une série d'entretiens semi-directifs réalisés auprès d'une trentaine d'acteurs clés. Ces données ont ensuite été complétées par des informations issues de sources documentaires. Dans les deux cas, l'étude s'est centrée sur quatre aspects clés concernant : le diagnostic sur la réalité vécue ; les défis fondamentaux identifiés ; le modèle de ville mis en application ; et la ville souhaitée pour l'avenir. Le travail se sert de l'analyse de discours comme moyen pour étudier les réactions des acteurs rencontrés, compte tenu de l'importance des récits quant à la matérialisation des agendas et des politiques urbains (Sidney, 2010 ; Gribat & Huxley, 2015). Enfin, les données obtenues ont été traitées par une analyse thématique, en profitant des avantages interprétatifs (Blanchet & Gotman, 2007) pour mieux comprendre la réalité vécue, perçue et imaginée, ainsi que les stratégies mises en œuvre à Montluçon. Dans un premier temps, l'article propose une contextualisation à la fois socio-spatiale et historique des processus de croissance puis de périphérisation et décroissance urbaine subis par la ville de Montluçon, en soulignant l'importance des effets entraînés par celle-ci. Ensuite, le texte met en relation la façon dont la réalité de la décroissance est perçue et vécue par les acteurs locaux. Enfin, le texte se penche sur l'analyse des politiques urbaines mises en place à Montluçon en s'emparant des récits dominants.

Montluçon, de l'essor à la décroissance

Cadrage historique et socio-spatial d'une ville moyenne industrielle

- 13 Située au centre de la France, Montluçon est une ville moyenne marquée par l'héritage de son passé industriel. L'activité industrielle à Montluçon s'est développée à partir du 19^{ème} siècle en raison de son emplacement stratégique au carrefour entre la forêt de Tronçais et la zone minière de Commentry (Touret, 2005). Suite à un décret impérial qui aboutira à la création du canal du Berry en 1834, sa localisation au bord du Cher a favorisé le décollage de Montluçon grâce à l'éclosion d'industries lourdes spécialisées dans les forges et les fonderies (Gourbet, 2014). De plus, l'exploitation du chemin de fer à partir de 1861 facilitera considérablement les communications et la distribution du fret, faisant de Montluçon une ville en plein essor.
- 14 L'accroissement des activités industrielles à partir de 1840 entraîne l'expansion ininterrompue de la ville qui mènera à l'occupation de la rive gauche du Cher à travers notamment l'implantation progressive de nouveaux hauts fourneaux (Vacher, 1904). Dès la deuxième moitié du 19^{ème} siècle, cette partie de la ville étalée sur la rive gauche sera nommée la Ville-Gozet. Elle abrite à la fois l'activité productive des usines ainsi que les habitations destinées à héberger leurs travailleurs. Le quartier devint ainsi le lieu de résidence d'une population ouvrière en hausse. Depuis cette période, Montluçon reste marquée par un important clivage socio-spatial entre la rive droite commerçante et bourgeoise et la rive gauche ouvrière, à la fois industrielle et immigrée (Bourgougnon *et al.*, 2011). Ce passé industriel a déterminé en grande partie la réalité sociopolitique de Montluçon, portée vers la gauche de l'échiquier politique jusqu'au tournant du 21^{ème} siècle.
- 15 L'apogée de la production métallurgique du Nord et de l'Est de la France, la stagnation graduelle des matières premières dans la région et l'apparition des nouvelles techniques et ressources productives inconnues sur place, ont par la suite affaibli la capacité concurrentielle de Montluçon (Vacher, 1904). En outre, la progression du rail en France au détriment de la navigation fluviale (primordiale à Montluçon mais de moins en moins significative au niveau national) constitua un dernier élément déterminant pour comprendre l'apparition des premiers symptômes du déclin aux alentours de la Grande guerre. Néanmoins, moyennant sa situation stratégique éloignée du front ainsi que sa bonne desserte ferroviaire, Montluçon fut capable de tirer son épingle du jeu à travers la diversification de son activité productive. À cet égard, la période d'entre-deux guerres donnera lieu à l'émergence des nouveaux secteurs industriels et notamment l'électronique et la chimie, augurant d'une seconde période de prospérité économique pour la ville (Ballet, 1988).
- 16 Toutefois, cette période ne sera que passagère car à partir de la fin des années 1950 la ville est confrontée à une perte de ses activités industrielles (Couderc, 2004). Le dépérissement du canal du Berry face au rail et son déclassement définitif en 1955, l'épuisement décisif des mines de Commentry et la fin de la guerre, impliquent la restructuration graduelle des activités productives en France, et mettent fin aux périodes fastes de la ville.

Périphérisation et décroissance : une mesure des effets socio-spatiaux

- 17 Le processus de périphérisation de Montluçon se concrétise dans le déclin économique local, la stigmatisation sociale qui lui est associée, l'enclavement géographique et l'abandon politique que la ville subit depuis des décennies (Nivat, 2017). Sa forte spécialisation industrielle et son incapacité à mener à bien la transformation de son tissu économique ont fait de Montluçon une ville sinistrée à partir du déclin des industries lourdes incarnées par la sidérurgie (Ballet, 1988). La faible présence des centres décisionnels sur place ne joue pas à son avantage, soulevant un désinvestissement précoce (Jean *et al.*, 2005). Le moindre intérêt de sa position géographique, l'éloignement en matière d'accessibilité, et la chute de son dynamisme industriel, font que Montluçon s'engage dans une phase de désindustrialisation marquée par des fermetures d'entreprises, la perte des emplois productifs et donc la hausse du chômage (Touret, 2005).
- 18 En outre, la périphérisation se présente aussi sous la forme des impacts significatifs sur les finances locales. D'une part, les changements structurels connus en France en ce qui concerne le financement des administrations se sont traduits par une baisse constante des dotations de l'Etat aux échelles locales alors que leurs compétences s'accroissent (Epstein, 2013). Tel que noté par Roland (2016), cette affirmation devient encore plus pertinente en ce qui concerne les villes moyennes en décroissance, à l'écart des métropoles. D'autre part, la diminution des contribuables a diminué le pouvoir de taxation des villes en décroissance mettant en danger leur fiscalité à travers l'abaissement de leurs ressources propres (Rhodes & Russo, 2013).
- 19 Tel que mentionné précédemment, la perte d'influence de Montluçon ne s'articule pas uniquement sur les dimensions économique et financière mais aussi sur le plan de l'accessibilité à travers les infrastructures et les services de communication. À cet égard, la ville fait l'objet d'un processus continu et encore inachevé de dépérissement du rail depuis des décennies¹. Ainsi, Montluçon est entraînée dans un processus de perte de sa fonction ferroviaire, jadis cruciale dans son développement, qui se traduit par la suppression des lignes et des services, mettant en péril sa liaison avec Tours, Limoges, Bordeaux, Lyon, Moulins, Clermont-Ferrand et Paris. La ville a même souffert de l'annulation des lignes d'autobus qui ont remplacé certains de ces services ferroviaires. De plus, Montluçon a vu disparaître tout opétabilité de son aéroport en 2000, après la fermeture de son dernier vol commercial.
- 20 En dépit de sa localisation au centre géographique de la France, Montluçon occupe désormais une place périphérique au sein de la nouvelle région Auvergne-Rhône-Alpes. La réforme régionale menée en 2015 constitue l'une des dernières étapes de la concentration des efforts publics au profit des espaces métropolitains en France (Lajudie, 2014). Loin d'alléger les décalages territoriaux existants, le nouveau découpage régional a pour l'instant mis en évidence les discontinuités socio-économiques, jugées particulièrement remarquables parmi les territoires faisant partie de la grande région Auvergne-Rhône-Alpes (Antunez *et al.*, 2017). Au-delà du train, l'accentuation des disparités spatiales se concrétise par l'extinction de plusieurs services publics comme, par exemple, postes de fonctionnaires, centres d'enseignement, bureaux de la poste, commissariat de police, etc².

- 21 En raison de ce processus de périphérisation, Montluçon fait aujourd'hui l'objet de problèmes variés qui s'associent pour donner lieu à une série de défis urbains, démographiques, économiques et sociaux, présentés ci-dessous.

Figure 2. Évolution démographique de Montluçon de 1968 à 2015.

Source : INSEE RP, 2017

- 22 Depuis 1968, Montluçon est soumise à une intense et continue hémorragie démographique. Même si la vitesse de la décroissance s'est considérablement ralentie depuis les années 2000, la ville peine à franchir le seuil des 38 000 habitants et l'aire urbaine se situe aux alentours des 78 000 habitants (figure 2). De ce fait, les communes voisines n'ont pas pu compenser la décroissance de la ville-centre, montrant la faible portée démographique de la périurbanisation de Montluçon. La ville souffre également d'un vieillissement chronique de sa population. À cela s'ajoute une attractivité restreinte symbolisée par le départ des jeunes diplômés et l'impossibilité de capter des nouveaux arrivants (Jean *et al.*, 2005). Montluçon montre un déficit d'attraction des cadres et les nouvelles arrivées se limitent aux retraités, pour la plupart installés dans la campagne environnante.

Figure 3. Évolution part des logements vacants à Montluçon de 1968 à 2015.

Source : INSEE RP, 2017

- 23 L'espace urbain de Montluçon a également subi des changements significatifs depuis l'intensification de sa crise structurelle à partir des années 1970. D'une part, la décroissance a mis en lumière des problèmes liés au surdimensionnement de l'espace bâti, ce qui a été amplifié par l'étalement urbain alimenté par la périurbanisation pavillonnaire. Cela a conduit à la prolifération d'espaces délaissés en friche, d'infrastructures sous-utilisées notamment des équipements publics, ainsi qu'une forte vacance commerciale et de logement (figure 3) débouchant sur la baisse constante des prix immobiliers. D'autre part, le changement de l'espace urbain à Montluçon depuis la fin des années 1970, est à associer aux efforts de réaménagement promus par la ville avec pour objectif de relancer son activité économique. De ce fait, Montluçon a vu disparaître la quasi-totalité de son patrimoine industriel, considéré par les acteurs locaux comme un symptôme de défaillance, connectée à un passé obsolète à surmonter au plus vite pour retrouver l'espoir (Gourbet, 2014). La solution est alors celle du réaménagement des anciens sites productifs afin de que ceux-ci puissent accueillir des nouveaux usages tertiaires dont notamment des surfaces commerciales.

Figure 4. Taux de pauvreté des ménages à Montluçon en 2012 et 2015.

Source : INSEE DGFIP, 2017

- 24 La décroissance révèle également une détresse sociale où le croisement entre crise économique, détérioration urbaine, vieillissement de la population, et baisse des ressources financières, donnerait également lieu à l'affaiblissement du tissu social, reflétant des problèmes d'isolement et de pauvreté (figure 4). Par ailleurs, le remplacement progressif de l'industrie par des activités liées au secteur tertiaire, ne permet pas d'atteindre les objectifs prévus en termes de création d'emplois. Au contraire, la tertiarisation de l'économie locale provoque une précarisation de la société çonnaise de plus en plus dépendante des prestations sociales (CESER, 2016). Compte tenu de tous ces éléments, la redynamisation à la fois urbaine et économique a été identifiée comme la seule option convenable pour garantir le futur de la ville, en suivant les paradigmes de croissance actuellement dominants (Cameron, 2003).

Perceptions, récits et politiques urbaines à Montluçon

Perceptions locales de la décroissance : la ville vécue

- 25 À Montluçon la décroissance urbaine est perçue comme une anomalie contraire à l'ordre naturel des choses, représenté par la croissance économique et démographique. L'avis dépréciatif sur la décroissance est d'ailleurs partagé par une large majorité des acteurs politiques, économiques et sociaux à l'échelle locale. Ainsi, pour la plupart des acteurs consultés, le besoin d'arrêter l'hémorragie démographique continue s'avère prioritaire afin de sécuriser un futur souhaitable pour la ville.

Extrait 1 – Représentant de la CCI

« Demain l'idéal serait de retrouver le développement d'économique, soit dans le domaine industriel, des commerces ou de services, mais également un développement de la population parce qu'aujourd'hui il faut arriver justement à stabiliser la population et retrouver un développement démographique dans les

années qui viennent pour augmenter la population de l'Allier et de Montluçon » (Entretien, Montluçon, le 22 mai 2017).

- 26 Au cœur des préoccupations locales, la décroissance est normalement synonyme de faillite (Popper & Popper, 2017), empêchant les villes de devenir compétitives dans un contexte d'adversité (Rieniets, 2009). Cela évoque une attitude contraire à l'acceptation de la pérennité du phénomène, car il est considéré comme le résultat d'une chute éphémère, susceptible d'évoluer en sens inverse (Hospers, 2014). Comme d'habitude, la conception étroite basée sur l'association quasi exclusive de la décroissance à la désindustrialisation, donnerait lieu à l'apparition d'efforts intenses pour confronter cette réalité, afin de retrouver des nouvelles phases de croissance (Bucek & Bleha, 2013). À Montluçon, tout au moins dans une première phase, ces efforts se sont concrétisés par la recherche active du développement tertiaire qui viendrait donc remettre en cause le passé industriel de la ville largement méprisé (Gourbet, 2014).

Extrait 2 – Représentant de l'association du quartier de Fontbouillant

« Il faut dire que le quartier a diminué en population, comme Montluçon. C'est une ville de personnes âgées maintenant. Il y a 30 ans c'était vivant et puis, maintenant, regardez où on habite, c'est triste !... Il y avait du monde. Les activités commerciales ont disparu avec la population. C'est le coup de massue » (Entretien, Montluçon, le 27 juin 2017).

- 27 La désindustrialisation et la décroissance sont ici considérées comme symptômes de faiblesse et la ville en devient elle-même discréditée par ses propres habitants. Attachés à un passé industriel pourtant révolu, les Montluçonnais ont encore des difficultés pour apprécier ce nouveau scénario. La perte du dynamisme économique est identifiée par les riverains comme le principal déclencheur de la régression démographique vécue à Montluçon. Le dépeuplement et le vieillissement de la population causés par cette défaillance économique sont ainsi à l'origine d'un sentiment à la fois de nostalgie du passé ainsi que d'affliction par rapport à la réalité urbaine perçue actuellement par les citoyens.

Extrait 3 – Éditeur du journal local RegardActu

« Depuis les années 50 il y a un sentiment de délaissement, d'abandon, de mauvaise réputation de Montluçon par rapport à la capitale. Un sentiment de dévalorisation de la ville. Tu n'en a pas beaucoup qui sont fiers d'être çonnais » (Entretien, Montluçon, le 7 mars 2017).

- 28 De plus, cette stigmatisation endogène causée par l'incapacité de la ville à dépasser les héritages de son passé, est renforcée par une stigmatisation exogène. Celle-ci prend des formes variées notamment médiatique, comme en témoigne la chanson de l'artiste Mickey 3D intitulée « À Montluçon » (2009)³ ou encore par l'émission du programme radio « les grosses têtes » du 31 octobre 2012. Ces exemples montrent le décalage entre les imaginaires socio-spatiaux dominants axés sur la vivacité de la vie socio-culturelle et la réalité de la décroissance perçue à Montluçon, contribuant à consolider l'image négative de la ville à l'extérieur ainsi qu'à l'intérieur.

- 29 Le caractère éphémère et réversible conféré au phénomène à l'échelle locale, se traduit par une pression exercée sur les acteurs locaux, censés dessiner et mettre en place des politiques concrètes contre la décroissance urbaine, afin de retrouver le chemin de la croissance économique. La tendance est donc à refuser le caractère structurel du phénomène, essayant de trouver des alternatives économiques qui pourraient entraîner une hausse de la population locale.
- 30 Les discours soulignent aussi l'abandon de la part de l'administration française depuis des décennies. Le manque de politique d'aménagement du territoire forte est identifié par divers acteurs comme l'une des raisons principales de l'incapacité à renverser la décroissance à Montluçon. Ainsi, les administrations centrales sont perçues comme participant à la spirale récessive, empêchant la ville de s'engager sur la voie de la concurrence globale.

Extrait 4 – Pierre Goldberg (Maire de Montluçon de 1977 à 1998)

« Montluçon comme toutes les villes moyennes doit bénéficier d'une politique nationale d'aménagement du territoire. C'est-à-dire, qu'il y ait la volonté d'avoir une France harmonieusement équilibrée... D'abord, il faut une attention très particulière à l'équipement structurel... ça touche j'ai dit prix et moyens de communication, mais aussi tous les moyens dont l'humain a besoin pour vivre, pour se former, pour se soigner » (Entretien, Montluçon, le 9 mars 2017).

- 31 Le sentiment d'abandon progressif de la part de l'administration de l'Etat se concrétise avant tout sur le plan des infrastructures de communication. Plus précisément c'est le besoin d'une meilleure connectivité avec les grandes métropoles françaises, qui recueille le consensus. À cet égard, tous les acteurs locaux interviewés, sans exception, soulignent le délabrement avancé du rail et la disparition des liaisons ferroviaires comme les questions prioritaires à aborder si la ville veut surmonter sa situation de pénurie et retrouver un nouveau souffle économique et démographique.

Extrait 5 – Chargé de mission au PETR du Pays de la Vallée de Montluçon et du Cher

« Si on arrive à attirer des entreprises sur le territoire, forcément on peut se dire que des gens vont vouloir s'installer, donc on essaie d'attirer des entreprises sur le secteur. Aujourd'hui les secteurs qui arrivent à attirer un peu, sont des secteurs qui ont une desserte importante. Ce qui nuit à notre territoire aujourd'hui, c'est la desserte ferroviaire, donc les entreprises n'ont pas forcément l'envie première de s'installer sur le territoire » (Entretien, Montluçon, 22 mai, 2017).

La qualité de vie au centre du récit urbain : la ville attrayante souhaitée

- 32 Dès lors, l'action politique locale insiste prioritairement sur le redéveloppement économique. Afin de rendre possible une nouvelle vague de croissance économique de la ville, les autorités locales ont tendance à adopter des mesures visant l'attraction des nouveaux capitaux, tout en satisfaisant les exigences des potentiels investisseurs extérieurs (North & Nurse, 2014). Par conséquent, l'attractivité urbaine joue un rôle

essentiel dans le but de positionner la ville sur le marché et pouvoir ainsi accélérer la croissance (Snieska & Zykiene, 2015). L'achèvement de cet objectif requiert néanmoins, l'accroissement de la compétitivité de la ville, qui est couramment recherché à travers des politiques et stratégies urbaines conventionnelles axées sur le marché (Hackworth, 2014).

Extrait 6 – Historien local et ancien professeur de lycée à la retraite

« Le problème de Montluçon c'est de se repositionner sur une autre dynamique. C'est une ville, qui nationalement ne fait pas figure de ville attractive... Il faut qu'on ait une attractivité sur l'extérieur sinon je ne vois pas comment on fera venir l'activité... Il faudrait arriver à ôter des têtes des gens cette image de ville des vieux. On a une image de ville vieillissante. Il n'y a pas de sang neuf... Le maire de Montluçon a des projets d'embellissement de sa ville, tout un grand projet d'aménagement des rives du Cher qui est très joli, mais, est-ce que cela va suffire ? » (Entretien, Montluçon, le 10 mai, 2017).

- 33 À cet égard, l'espace urbain devient l'échiquier central pour susciter l'attractivité et la compétitivité souhaitées, conformément aux imaginaires dominants décrits plus haut. Visant à séduire des potentiels investisseurs ainsi que des professionnels qualifiés et des personnes plus aisées (cadres et jeunes ménages), Montluçon essaie de restituer son image urbaine en mettant l'accent sur son cadre de vie. Pour cela, elle se définit comme « la ville où il fait bon vivre », soulignant les avantages de miser sur un environnement urbain aussi enviable que Montluçon. Pour cela, les acteurs politiques n'hésitent pas à souligner l'importance de se saisir des installations publiques de grande envergure.

Extrait 7 – Daniel Dugléry (Maire de Montluçon de 2001 à 2017)

« Beaucoup des villes moyennes disparaîtront si les infrastructures qui sont mises en place dans les grandes métropoles n'y existent pas... Si l'on n'est pas capable de produire ça, on ne fera pas venir des ingénieurs, des techniciens... Il faut que nous ayons des infrastructures, à niveau moindre certes, mais qui puissent rivaliser avec les métropoles... Dans l'espace urbain le challenge c'est de faire vivre les gens dans une ambiance chaleureuse... Il faut être très attentif à la qualité de vie et aux infrastructures aussi bien de formation, que de santé, que de culture, que de sport, voilà !... Il faut toujours se poser la question de comment on pourrait être plus compétitifs... L'objectif final c'est que dans cette ville, il fasse bon y vivre » (Entretien, Montluçon, le 22 mai 2017).

- 34 Au niveau local, les acteurs concernés mettent l'accent sur l'attractivité du territoire en se saisissant d'un nouveau récit urbain jouant autour de la qualité de vie proposée à Montluçon en tant qu'avantage à ne pas négliger. L'image de la ville est ainsi conçue comme un élément clé en ce qui concerne l'agitation de l'activité économique, considérée à son tour comme la vraie couche catalysatrice pour l'attraction de nouveaux habitants. À cette fin, en plus de la mise à disposition d'équipements socio-culturels haut de gamme, la ville serait notamment tenue d'améliorer sa propre image pour pouvoir se projeter dans l'avenir. Par conséquent, la régénération de l'espace urbain constituerait, par elle-même, un outil de marketing urbain.

Extrait 8 - Équipe de direction du service d'aménagement et de l'habitat

« Il y a le fameux schéma d'aménagement qui doit permettre de voir la ville à l'échelle de 10-15 ans pour la rendre plus attractive... Il faudrait réussir à avoir des entreprises qui amènent du boulot, et puis des gens qui restent, parce que là, on revient toujours à la question démographique. On peut avoir toutes les infrastructures et tous les logements qu'il faut pour accueillir les gens, mais si on ne leur propose pas une qualité de vie suffisante, on ne gardera pas les gens qui peuvent venir. Donc l'économie est liée à tout ce qui est aspect culturel, aspect développement urbain et valorisation de ce qu'on a et on n'a pas mis en valeur jusqu'à maintenant. L'idée aujourd'hui c'est vraiment de recréer des liens et d'avoir une vraie centralité autour du Cher. C'est vraiment changer aussi l'image de la ville » (Entretien, Montluçon, le 19 juin 2017).

- 35 On remarque que les discours des interlocuteurs reviennent vigoureusement sur le besoin de transformer l'agglomération çonnaise en un cadre de vie exceptionnel associant sa qualité de vie à l'offre d'un environnement naturel et culturel avantagé. Cela devrait non seulement améliorer l'image de la ville augmentant son rayonnement à l'extérieur, mais aussi attirer de nouveaux arrivants, principalement des personnes hautement qualifiées, ainsi que des visiteurs. D'une part, l'amélioration du cadre urbain contribuerait à dénicher de nouveaux marchés économiques comme le tourisme. D'autre part, l'arrivée de nouveaux ménages ciblés est conçue comme moteur d'accélération du processus de métamorphose urbaine entamé, dès lors qu'on leur confère la capacité créative et l'empressement nécessaires pour faire bouger les choses.

Extrait 9 - Marc Malbet (Maire de Domérat depuis 2008)

« On a un handicap à la fois intellectuel et culturel. On ne peut pas offrir la panoplie de distractions culturelles qu'on retrouve à Paris ou à Lyon. On n'a pas l'animation culturelle nécessaire, même si l'on fait des efforts... C'est l'un des handicaps qui fait que notre région ne soit pas visée par les grands cerveaux. Il faudrait qu'ils se plaisent dans la région et l'atout c'est le cadre. C'est un cadre assez agréable par rapport à certains lieux surchargés en habitants... Il faut continuer à soutenir le développement économique, il faut essayer d'attirer des entreprises... Il y a un grand projet d'aménagement des berges du Cher pour en faire un vecteur à la fois touristique et économique. C'est une stratégie pour devenir une ville attrayante et dynamique. Il faut redessiner la ville pour retrouver un peu de dynamisme » (Entretien, Domérat, le 16 mai, 2017).

L'espace urbain comme canevas pour la matérialisation des récits

- 36 Après avoir mis l'accent sur le cadre de vie offert aux habitants de Montluçon, les efforts de l'action politique locale se sont concentrés sur le développement des grands projets d'aménagement urbain (figure 5). Comme dans plusieurs autres villes, ceux-ci deviennent indispensables pour mener à bien la transformation urbaine nécessaire afin de développer une mise en récit apte à pouvoir ramener la ville sur le chemin de la croissance (Wilson & Wouters, 2003). L'objectif d'améliorer l'image de la ville s'insère

dans la mise en place d'un environnement séduisant pour les investisseurs (Béal *et al.*, 2010). Ainsi, les autorités estiment qu'en enrichissant l'image de la ville, celle-ci peut offrir de nouvelles opportunités aux investisseurs potentiels, mais aussi séduire une frange de la population plus aisée. Désormais, l'espace urbain devient un outil qui vise à promouvoir des récits spécifiques afin d'augmenter l'attractivité et ainsi accroître le nombre des investissements, censés améliorer les conditions socio-économiques locales (Paddison, 1993).

Extrait 10 – Professeur à l'université de Clermont-Ferrand

« Je pense que maintenant Montluçon est passé à une autre étape où on se dit que l'économie et l'attraction des entreprises à tout prix on ne peut pas la maîtriser donc on joue davantage sur l'image pour essayer d'attirer des investissements, et de la population ou de la garder au moins... On est passé à une autre étape où on se dit qu'il faut trouver les moyens de redonner une image un peu positive à la ville et voir après qu'est-ce que ça donne » (Entretien, Clermont-Ferrand, le 6 mars 2017).

- 37 Le virage pris par Montluçon en ce qui concerne la façon de concevoir la politique locale va de pair avec l'arrivée de la droite au pouvoir en 2001. C'est à partir de ce moment que la transformation de l'espace urbain a pris le dessus sur toute autre politique. Ainsi, les chantiers urbains se sont succédé progressivement avec pour objectif d'accomplir la métamorphose physique envisagée pour changer l'image de la ville et relancer sa compétitivité en augmentant son attractivité. À cet égard, les grands projets d'aménagement urbain ont pris une ampleur significative au sein de la stratégie et de l'action politique des deux dernières décennies.

Extrait 11 – Membre de la direction de l'IUT de l'Allier

« Dans les dernières décennies il y a eu beaucoup de projets. Le maire de Montluçon a fait beaucoup des choses. Il est un bâtisseur. Dugléry c'est quelqu'un qui a essayé de donner à la ville une autre image et qui va continuer à le faire, puisqu'il y a l'aménagement des bords du Cher. Il a beaucoup travaillé sur le réaménagement de la ville avec des rénovations. Il a décroché plein d'argent de l'ANRU... Il y a eu le conservatoire de musique, le boulodrome, l'espace aqualudique. Après, est-ce qu'il y a véritablement une réflexion globale dans la ville ? Cela c'est à vous de le dire... » (Entretien, Montluçon, le 18 mai, 2017).

Figure 5. Résumé des grands projets urbains liés aux récits dominants à Montluçon.

Date	Projet Urbain	Grands Objectifs	Acteur(s) Majeur(s)
2001	ZAC de Pasquis (Technopôle de la Loue)	-Réaménagement urbain -Relance industrielle -Création d'emplois	Agglo. de Montluçon CCI Montluçon-Gannat Good Year Dunlop
2004	Avenue Marx-Dormoy	-Régénération du centre-ville -Embellissement de la ville -Reconnexion Gare-centre-ville -Redynamisation centre-ville	Ville de Montluçon
2005	Début du PNRU	-Réaménagement urbain -Rénovation des quartiers HLM -Réhabilitation des logements -Densification urbaine -Reconquête des friches	ANRU (État) Ville de Montluçon Agglo. de Montluçon Montluçon Habitat (OPH)
2006	Cité Administrative Centre Aquaduc	-Regroupement des services -Economies d'échelle -Régénération centre-ville -Reconquête des friches -Renouveau des équipements -Montée en gamme de la ville -Regroupement des bassins -Economie événementielle	Ville de Montluçon Agglo. de Montluçon Département de l'Allier Agglo. de Montluçon
2009	Conservatoire André Messager	-Renouveau des équipements -Regroupement écoles musicales -Mutualisation des moyens -Réaménagement urbain	Agglo. de Montluçon Département de l'Allier
2011	Ecopôle ZAC Maupertuis (Technopôle de la Loue)	-Promotion des éco-industries -Création d'emplois	Agglo. de Montluçon CCI Montluçon-Gannat Environnement-Recycling
2012	Stade de la Loue	-Renouveau des équipements -Montée en gamme de la ville -Economie événementielle	Agglo. de Montluçon Département de l'Allier Région Auvergne État Fédération de Rugby
2013	MuPop (Musée des Musiques Populaires) Finalisation ZAC Châteaugay II Places Comédie, Croix-Verte et Jean-Jaurès	-Relance touristique -Marketing urbain -Régénération de la vieille-ville -Offre culturelle -Diversification tertiaire -Création d'emplois -Embellissement de la ville -Régénération du centre-ville -Redynamisation du centre-ville	Ville de Montluçon Agglo. de Montluçon Région Auvergne Musée de France Ministère de la Culture Europe Agglo. de Montluçon Ville de Domérat Ville de Montluçon
2014	Zone commerciale Saint-Jacques II	-Diversification tertiaire -Création d'emplois -Réaménagement urbain -Reconquête des friches -Reconnexion Ville-Gozet-Centre	SOPRISOM Ville de Montluçon Agglo. de Montluçon
2015	Boulevard C. Fazzino	-Renouveau des équipements -Montée en gamme de la ville -Economie événementielle -Régénération Quartier Diéna	Ville de Montluçon Agglo. de Montluçon
2016	Début CMontluçon	-Réaménagement urbain -Régénération des berges du Cher -Reconnexion Ville-Gozet-Centre -Marketing urbain	Agglo. de Montluçon Ville de Montluçon Région Auvergne Département de l'Allier État Europe BAU Studio

Source : Réalisation de l'auteur

- 38 Le début du siècle à Montluçon est marqué par la crise de l'entreprise locale *Dunlop* qui opère à ce moment un sévère processus de restructuration de son activité. Le risque de fermeture définitive qui menaçait le site débouchera sur l'élection du premier gouvernement local de droite en 2001. Tenant son engagement électoral, le nouveau pouvoir élu acceptera le plan de réajustement de *Dunlop* pour empêcher sa fermeture définitive en échange d'une contrepartie. Les terrains abandonnés par *Dunlop* sont repris par la ville pour la somme symbolique d'un euro afin d'être réaménagés et transformés dans la zone d'activités de Pasquis, dont la promotion sera gérée par la Chambre de Commerce et de l'Industrie. Le but de l'opération est de stimuler le développement économique à travers l'offre d'installations prêtes à accueillir des nouvelles entreprises, afin d'entraîner une diversification du tissu productif local. Le succès du projet est mitigé car il n'a pas su attirer les investissements extérieurs. La zone d'activité a plutôt servi à reconfigurer l'activité des entreprises existantes sur le territoire, en favorisant leur concentration spatiale.

Extrait 12 - Jean-Pierre Momcilovic (Élu municipal au pouvoir depuis 2001)

« En 2001 Dunlop est resté mais s'est replié sur 20ha de 60ha qu'ils possédaient et nous ont laissé une friche industrielle de 40ha. Cela a été une des chances qu'on a su saisir, en dix ans cette friche industrielle on en fait une vitrine pour le bassin. Aujourd'hui dans cette friche industrielle il y a 60 entreprises. On a mis tout de suite des millions d'euros pour refaire une vraie zone économique et les entreprises ont suivi. Des entreprises qui étaient prêtes à quitter la ville car elles

ne pouvaient plus se développer, ont décidé de s'installer sur cette nouvelle zone » (Entretien, Montluçon, le 21 juin 2017).

- 39 Après ce premier projet urbain classique destiné à enrayer les effets liés à un nouvel épisode de désindustrialisation (Cauchi-Duval *et al.*, 2016), l'espace urbain figure au centre des préoccupations de la stratégie locale. En 2005, Montluçon a été retenue au titre du programme national de rénovation urbaine (PNRU). Grâce à l'accord entre les divers partenaires concernés, la ville a développé plusieurs projets de régénération urbaine dans divers quartiers prioritaires. L'objectif principal du PNRU à Montluçon n'était pas seulement celui d'améliorer l'habitat des quartiers populaires, mais aussi de les dé-densifier. Le PNRU est devenu avant tout un instrument pour mener à bien une stratégie de « right-sizing » qui cherchait à rééquilibrer l'offre et la demande immobilière des offices HLM. Conformément aux conclusions d'autres études similaires (Béal *et al.*, 2017), celui de Montluçon ne constituerait donc pas un cas isolé en France. De plus, la ville se saisit des enjeux du renouvellement urbain pour redorer son image détériorée, afin de devenir attractive pour des investisseurs immobiliers. Le développement du PNRU a été accompagné par une série d'opérations immobilières à risque de la part de l'OPHLM. Emporté par les attentes générées par le PNRU, celui-ci a racheté et renouvelé de nombreux bâtiments (notamment dans le centre-ville). Néanmoins, ce pari entrepreneurial n'a pas été suivi d'une hausse réelle de la demande, mettant en péril les finances de l'OPHLM, donnant lieu à une intervention de la part de l'État à travers un plan de redressement⁴.

Extrait 13 – Fabrice Paya (Directeur adjoint à la DDT de l'Allier)

« On a mis en place un protocole de redressement financier de l'office de l'habitat. On est allé chercher de l'argent au niveau national. On a injecté des millions d'euros pour le remettre à flot, et en échange ils sont sous la tutelle et ils doivent respecter un programme de travaux. Un programme d'amélioration de leur fonctionnement vis-à-vis des locataires et des économies à faire en interne... Ils se sont endettés. Comme le marché ne fonctionnait pas, il y avait beaucoup de dépenses sans recettes, donc au bout d'un moment cela ne marchait plus » (Entretien, Moulins, le 19 mai, 2017).

- 40 L'utilisation des grands projets d'aménagement urbain comme vecteur de la réalisation d'imaginaires urbains, connaît un nouveau souffle avec la création du pôle sportif de la Loue, entre 2006 et 2012. La construction d'un centre aqua-ludique haut de gamme et des installations de rugby améliorées, s'insèrent dans l'axe programmatique du renouvellement des équipements sportifs et culturels porté par le nouveau pouvoir local. Ainsi, la ville s'est appuyée sur la mise à jour de certaines de ses installations publiques afin de promouvoir l'image du renouveau à Montluçon. Toutefois, la création de ces infrastructures ne cherchait pas uniquement à mettre en conformité les équipements publics avec les standards actuels, mais aussi à s'en saisir pour accueillir une série d'événements sportifs jugés appropriés comme stratégie de marketing urbain, comme c'est souvent le cas dans plusieurs autres villes (Taks *et al.*, 2015). Cependant, la relégation de l'équipe de rugby à plusieurs reprises jusqu'à sa disparition⁵ et l'incapacité du centre aqua-ludique à accueillir des compétitions d'envergure ont limité l'impact réel du complexe sportif.

- 41 En 2013, Montluçon poursuit sa stratégie visant à construire un imaginaire de ville culturelle par le biais de l'instauration du musée des musiques populaires (MuPop). Les acteurs locaux ont voulu tirer profit d'une vaste collection d'instruments anciens pour redonner une nouvelle identité à la ville tout en créant un emblème architectural auquel les Montluçonnais pourraient éventuellement s'attacher. De plus, ce symbole pourrait également être porteur de l'image renouvelée de la ville et donc un outil de sa stratégie de marketing urbain. Mais, avant tout, le MuPop a été conçu comme instrument de redynamisation du Vieux-Montluçon, levier de sa régénération urbaine et de sa revitalisation économique à travers le tourisme. La vieille ville a bénéficié des divers travaux publics de renouvellement (initiés en plusieurs phases avant même la construction du musée), mais l'établissement du MuPop n'a pas eu l'effet escompté en ce qui concerne l'attraction des investisseurs privés tandis que la relance économique n'est toujours pas perceptible. En outre, le musée est loin d'assurer le rayonnement extrarégional attendu et sa fréquentation n'arrive pas pour l'instant à se rapprocher de l'objectif des 40 000 visiteurs annuels fixés en 2013⁶.
- 42 Le dernier grand projet urbain avancé par l'ancien maire Daniel Dugléry en 2017, est celui intitulé « C Montluçon ». Le réaménagement des bords du Cher vise à limiter les inégalités socio-spatiales entre la rive gauche et droite du Cher. Le projet correspond donc à une vision plus globale de l'aménagement urbain, mettant celui-ci au service de la population locale à travers la récupération des berges du Cher pour leur réappropriation publique. Néanmoins, cette nouvelle approche ne se situe pas en marge du projet urbain initial. Cette fois-ci d'ailleurs, c'est la conception même du projet qui est mobilisée en tant que stratégie de marketing urbain. Le lancement d'un appel d'offres pour sélectionner un cabinet d'architecture censé redéfinir le devenir de la ville vise deux objectifs principaux. D'une part, les autorités cherchent à offrir une image rafraîchissante de la ville avec pour renforcer le récit de « la ville où il fait bon vivre » et à renouer avec la fierté et le sentiment d'appartenance des çonnais à leur ville. D'autre part, la ville compte capitaliser sur l'envergure du projet et sur l'impact médiatique du processus de sélection d'un cabinet de « starchitects »⁷ finalement retenu pour étayer la promotion de l'image de la ville à l'extérieur⁸. Néanmoins, pour l'instant, le projet n'a pas réussi à attirer l'attention de l'initiative privée qui est toujours réticente à investir sur le territoire.

Extrait 14 – Représentant local du Medef

« Il y a eu une amélioration sur le plan urbanistique. C'est une ville qui n'a jamais réfléchi jusqu'en 2000 à son urbanisme et il y a eu une évolution, un progrès urbanistique, mais ce progrès s'est fait sans développement économique. Il y a une volonté urbanistique portée par le maire de Montluçon. Cela consiste à améliorer autant que possible l'urbanisme de la ville en réfléchissant au bien-être des citoyens, en réfléchissant à la façon d'embellir la ville. Il y a une volonté à la fois d'embellissement et d'apporter du bien-être, et cela existe depuis 2001 » (Entretien, Montluçon, le 15 mai 2017).

- 43 Les exemples précédents montrent que la stratégie urbaine initiée à Montluçon depuis le tournant du siècle dans le but d'accroître son attractivité produit peu d'effets, tant en termes de résultats attendus que de croissance économique et démographique. L'altération de l'espace urbain derrière la valorisation de l'imaginaire de « la ville où il

fait bon vivre » a été très marquée par l'absence d'une vision exhaustive ainsi que d'un plan cohérent pour sa concrétisation matérielle. De ce fait, la transformation urbaine de la ville s'est développée au cas par cas sans réel fil conducteur. Ainsi, tous les projets urbains d'envergure qui ont vu le jour dans les deux dernières décennies sont issus des réflexions successives des principaux acteurs concernés (dont notamment l'ancien maire Daniel Dugléry). En conséquence, la stratégie de marketing urbain adoptée à Montluçon n'a pas réussi pour l'instant à atteindre l'objectif initial de rendre la ville attractive, afin de pouvoir devenir compétitive et ainsi trouver à nouveau le chemin vers la croissance.

Extrait 15 – Journaliste du journal régional La Montagne

« Franchement je ne sais pas s'il y a une stratégie globale sur ce qu'on veut faire à Montluçon dans l'avenir. Il y a beaucoup des projets qui ont été réalisés ces 15 dernières années... Donc il y a beaucoup de projets qui ont été créés, mais est-ce qu'il y a une cohérence ? Est-ce qu'il y a une stratégie ? Je ne sais pas. En tout cas on n'a pas l'impression qu'on ait eu... On essaie de développer plusieurs politiques mais il n'y a pas de sens donné à ces stratégies, il n'y pas forcément une uniformité » (Entretien, Montluçon, le 8 mars 2017).

- 44 La création de l'agglomération en 2000 a représenté un jalon en ce qui concerne l'orientation prise par la ville et le fonctionnement financier de la trajectoire empruntée. Dès le début du mandat de la municipalité de droite à l'échelle locale, l'agglomération est devenue un mécanisme privilégié de mutualisation pour réduire les dépenses et augmenter les ressources, dégageant de nouvelles opportunités financières. Même si Montluçon a su diversifier son assise financière, ses ressources proviennent notamment des fonds publics. Malgré leurs desseins ambitieux, les acteurs locaux ne sont jamais parvenus à déclencher l'intérêt des capitaux privés. Contrairement aux tendances standardisées dans certaines villes en décroissance (Roth & Cunningham-Sabot, 2012), la transformation urbaine à Montluçon s'est développée sans l'utilisation des coalitions de croissance publique-privées. La plus grosse partie du financement des projets urbains à Montluçon, a été confiée à la capacité locale de dégager des fonds en provenance des administrations publiques supérieures, y compris Européennes. Montluçon se comporte alors comme une ville moyenne en décroissance où le rôle limité joué par les partenaires privés dans la fabrique urbaine a forcé les acteurs locaux à s'engager dans une logique concurrentielle en conformité avec la notion des coalitions de financement ou « *grant coalitions* » (Cochrane *et al.*, 1996 ; Bernt, 2009).

Conclusion

- 45 À Montluçon, les cycles de prospérité et de déclin ont marqué la trajectoire d'une ville impliquée dans une série de transformations économiques, urbaines et sociales inachevées. Au niveau local, la décroissance est toujours perçue en tant qu'adversité à surmonter pour empêcher l'enlisement de la ville. Au mépris du nombre croissant de villes qui commencent à accepter la réalité de leur décroissance (Bontje, 2004 ; Hoppers, 2013), à Montluçon, celle-ci est encore conçue comme une anomalie contraire au paradigme de la croissance, encore dominant au niveau mondial et considérée comme

la seule tendance urbaine souhaitable pour assurer un futur prospère (Silverman *et al.*, 2015). Dans un contexte de globalisation néolibérale, la ville a assumé la devise de la compétitivité en tant que priorité absolue, ciblant la croissance comme objectif final des politiques, stratégies et pratiques urbaines. Ainsi, la logique redistributive a été reléguée au second plan des préoccupations publiques qui se sont tournées vers la recherche de l'attractivité territoriale en passant du développementalisme centré sur la relance économique à tout prix, à l'approche entrepreneuriale de la politique urbaine.

- 46 L'obligation des villes de devenir compétitives en ce qui concerne l'attraction des investissements ainsi que des professionnels talentueux font de l'espace urbain le mécanisme privilégié d'action politique. À cet égard, l'espace urbain devient à la fois le cadre référentiel et le support actif des imaginaires néolibéraux permettant la mise en forme matérielle de ces récits (Rossi, 2017). La ville est donc conçue comme une machine de croissance, où la transformation de l'espace urbain devient un artefact au service de l'accumulation du capital sous prétexte de sécuriser le développement continu et la prospérité (Molotch, 1976).
- 47 À Montluçon, l'achèvement de la croissance attendue se fie à sa capacité de devenir une ville compétitive. La compétitivité serait à son tour tributaire de la dextérité des acteurs locaux pour rendre la ville attractive aux investisseurs et aux groupes sociaux plus aisés. Dans le but d'assurer l'attractivité de la ville, les autorités se sont engagées dans la production et la mise en valeur d'un récit urbain qui porte sur une hypothétique « qualité de vie » inégalée nulle part ailleurs. À cet égard, la valeur élevée du cadre de vie offert est soulignée comme la principale vertu de la ville. Ainsi, les acteurs locaux s'appuient sur l'espace urbain pour concrétiser matériellement cet imaginaire visant précisément à transformer l'image de la ville à travers d'un profond processus de renouvellement urbain.
- 48 En se saisissant des grandes opérations d'aménagement urbain, la ville promeut une logique de marketing urbain qui cherche à se débarrasser de l'image de ville déprimée qu'elle porte depuis les années 1970 avec pour objectif de retrouver sa place dans l'échiquier français. Suivant le même principe et modèle que d'autres espaces en décroissance comme Avilés (Espagne) ou Busan (Corée du Sud) (Prada-Trigo, 2014 ; Joo & Hoon Park, 2016), la ville a eu recours aux projets phares de revitalisation urbaine, en restructurant l'espace bâti, en embellissant l'environnement urbain, et en construisant des équipements culturels et de loisirs d'avant-garde dans une stratégie de transformation physique et symbolique de l'espace.
- 49 Pourtant, le recours à la qualité de vie en tant que moteur du récit urbain relève d'un manque d'originalité, s'avérant obsolète pour se distinguer des autres espaces concurrentiels (Edouard & Mainet, 2007). La trajectoire empruntée par Montluçon vise à engager la ville dans une dynamique concurrentielle de néolibéralisation sans pour autant s'avérer différente des chemins parcourus par certaines grandes villes également concernées par des processus de décroissance urbaine (Béal *et al.*, 2010). Au regard de la relative stérilité de cette stratégie, il convient de se poser la question de la valeur et des effets de l'appropriation des récits hégémoniques axés sur l'attractivité territoriale quand il s'agit de mettre en place des politiques urbaines dans les villes moyennes en décroissance. La distance entre les attentes créées par le récit urbain adopté et la réalité du terrain, interpelle les acteurs impliqués quant à la convenance des politiques publiques mises en place, exigeant un changement de paradigme en ce qui concerne la façon d'approcher et de gérer la décroissance.

BIBLIOGRAPHIE

- ANTUNEZ K., BACCAÏNI B., GUÉROIS M. & YSEBAERT R. (2017), « Disparités et discontinuités territoriales dans la France des nouvelles régions : une lecture multi-scalaire et multidimensionnelle », *Économie et Statistique*, 497-498, 19-42.
- BALLET R. (1988), *Montluçon : Bâtir la vie*. Paris, Messidor Editions Sociales.
- BÉAL V., DORMOIS R. & PINSON G. (2010), « Relancer Saint-Étienne. Conditions institutionnelles et capacité d'action collective dans une ville en déclin », *Métropoles*, 8, <http://journals.openedition.org/metropoles/4380>.
- BÉAL V., FOL S., MIOT Y. & ROUSSEAU M. (2017), "Varieties of Right-sizing Strategies : Comparing De-growth Coalitions in French Shrinking Cities", *Urban Geography*, <https://doi.org/10.1080/02723638.2017.1332927>.
- BERNT M. (2009), "Partnership for Demolition : The Governance of Renewal in Eastern Germany's Shrinking Cities", *International Journal of Urban and Regional Research*, 33, 3, pp. 754-769.
- BLANCHET A., GOTMAN A. (2007), « L'Entretien », in DE SINGLY F. (ed.) *L'enquête et ses méthodes*, Paris, Armand Colin.
- BONTJE M. (2004), "Facing the challenge of shrinking cities in East Germany : the case of Leipzig", *GeoJournal*, 61, 1, pp. 13-21.
- BOURGOUGNON E., MALLERET M. & BOURBON H. (2011), « Essai de typologie de l'habitat en Villogozet (1850-1950) », *La Lettre des Amis de Montluçon*, 160, pp. 1-4.
- BRAUDEL F. (1992), *Civilisation and Capitalism Vol II The Wheels of Commerce*, Berkeley, University of California Press.
- BUCEK J., BLEHA B. (2013), "Urban Shrinkage as a Challenge to Local Development Planning in Slovakia", *Moravian Geographical Reports*, 21, 1, pp. 2-15.
- CAMERON S. (2003), "Gentrification, Housing Redifferentiation and Urban Regeneration : 'Going for Growth' in Newcastle upon Tyne", *Urban Studies*, 40, 12, pp. 2367-2382.
- CAUCHI-DUVAL N., BÉAL V. & ROUSSEAU M. (2016), « La décroissance urbaine en France : des villes sans politique », *Espace populations sociétés*, 2015/3-2016/1, <http://journals.openedition.org/eps/6112>.
- CESER (2016), *Former pour travailler : pour une coopération efficace entre acteurs publics, entreprises et opérateurs de formation au service des demandeurs d'emploi*, Lyon/Clermont-Ferrand, CESER Auvergne-Rhône-Alpes.
- CLARK G., MOONEN T. (2013), *The 10 Traits of Globally Fluent Metro Areas*, The Brookings Institution.
- COCHRANE A., PECK J. & TICKELL A. (1996), "Manchester plays games: Exploring the local politics of globalization", *Urban Studies*, 33, 8, pp. 1319-1336.
- COUDERC P. (2004), *Le rêve industriel de Montluçon (1842-2004)*, Montluçon, Cercle Archéologique de Montluçon et de sa région.
- CUNNINGHAM-SABOT E., FOL S. (2009), "Shrinking Cities in France and Great Britain : A Silent Process?", in PALLAGST K. (ed.), *The Future of Shrinking Cities - Problems, Patterns and Strategies of Urban Transformation in a Global Context*, Berkeley, University of California, pp. 24-35.

- CUNNINGHAM-SABOT E., AUDIRAC I., FOL S. & MARTÍNEZ-FERNÁNDEZ C. (2013), "Theoretical Approaches of Shrinking Cities", in PALLAGST K. (ed.), *Shrinking Cities. International Perspectives and Policy Implications*, Routledge, pp. 14-30.
- DAUX-COMBAUDON A., GOUDIN-STEINMANN E. & TRAUTMANN-WALLER C. (2017), « Récit de l'espace / Espace du récit en contexte germanique », *Cahiers de Narratologie*, 31 bis, numéro spécial.
- DI MÉO G. (2010), « La métropolisation. Une clé de lecture de l'organisation contemporaine des espaces géographiques », *L'information Géographique*, 3, 74, pp. 23-38.
- DEL CERRO SANTAMARÍA G. (2004), "Ciudades y Globalización : un enfoque teórico", *RES*, 4, pp. 199-218.
- EDOUARD J.C., MAINET H. (2007), « L'Allier face à la métropolisation : une étude empirique », *Cahiers de géographie du Québec*, 51, 143, pp. 177-195.
- EPSTEIN R. (2013), *La rénovation urbaine. Démolition-reconstruction de l'État*, Presses de Sciences Po, 377 p.
- EVANS P., SEWELL W.H. (2013), "The Neoliberal Era : Ideology, Policy, and Social Effects", in PETER M.L., HALL A. (eds.), *Social resilience in the neoliberal era*, New York, Cambridge University Press, pp. 35-68.
- FILION P. (2013), "Fading resilience ? Creative destruction, neoliberalism and mounting risks", *SAPIENS*, 6, 1, <https://journals.openedition.org/sapiens/1523>.
- FLORIDA R. (2004), *Cities and the Creative Class*, New York-London, Routledge.
- FLYVBJERG B. (2006), "Five Misunderstandings about Case-study Research", *Qualitative Inquiry*, 12, 2, pp. 219-245.
- FOL S., CUNNINGHAM-SABOT E. (2010), "Urban decline and shrinking cities : a critical assessment of approaches to urban shrinkage", *Annales de Géographie*, 674, pp. 359-383.
- GHORRA-GOBIN C. (2010), « De la métropolisation : un nouveau paradigme ? », *Quaderni*, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, pp. 25-35.
- GLAESER E.L., GOTTlieb J.D. (2009), "The Wealth of Cities : Agglomeration Economies and Spatial Equilibrium in the United States", *Journal of Economic Literature*, 47, 4, pp. 983-1028.
- GLAESER E.L. (2011), *Triumph of the City : How Our Greatest Invention Makes Us Richer, Smarter, Greener, Healthier and Happier*, New York, Penguin.
- GOURET A. (2014), « Montluçon au temps des grandes cheminées », in TOUMAZET J.P. et al. (eds.), *Bulletin Cercle d'Archéologie de Montluçon et de la Région*, 26, pp. 6-16.
- GRIBAT N., HUXLEY M. (2015), "Problem Spaces, Problem Subjects : Contesting Policies in a Shrinking City", in GUALINI E. (ed.), *Planning and Conflict, Critical Perspectives on Contentious Urban Developments*, New York and London, Routledge, pp. 164-184.
- GROBMANN K., BONTJE M., HAASE A. & MYKHENKO V. (2013), "Shrinking cities : notes for further research agenda", *Cities*, 35, pp. 221-225.
- HAASE A., ATHANASOPOULOU A. & RINK D. (2016), "Urban Shrinkage as an Emerging Concern for European Policymaking", *European Urban and Regional Studies*, 23, 1, pp. 103-107.
- HACKWORTH J. (2014), "The Limits to Market-based Strategies for Addressing Land Abandonment in Shrinking American Cities", *Progress in Planning*, 90, pp. 1-37.
- HAMILTON C. (2004), *Growth Fetish*, London, Pluto Press.

- HOLTON R.J. (2011), *Globalisation and the Nation State*, Basingstoke, Hampshire, Palgrave Macmillan.
- HOSPERS G.J. (2013), "Coping with Shrinkage in Europe's Cities and Towns", *Urban Design International*, 18, 1, pp. 78-89.
- HOSPERS G.J. (2014), "Policy Responses to Urban Shrinkage : From Growth Thinking to Civic Engagement", *European Planning Studies*, 22, 7, pp. 1507-1523.
- HOSPERS G.J., REVERDA N. (2015), *Managing Population Decline in Europe's Urban and Rural Areas*, Heidelberg, Dordrecht, New York, London, Springer International Publishing.
- JEAN R., VALADOU P. & LABUSSIÈRE G. (2005), « Le Pays de la Vallée de Montluçon et du Cher : L'empreinte d'un passé industriel », *Les Dossiers INSEE Auvergne*, 4, 22 p.
- JOO YM., HOON-PARK S. (2016), "Overcoming Urban Growth Coalition : The Case of Culture-Led Revitalization in Busan, South Korea", *Urban Affairs Review*, 53, 5, pp. 843-867.
- KÜHN M. (2015), "Peripheralization : Theoretical Concepts Explaining Socio-Spatial Inequalities", *European Planning Studies*, 23, 2, pp. 367-378.
- LAJUDIE B. (2014), « Réforme régionale : un enjeu pour la croissance ? », *France Stratégie*, 53, pp. 1-12.
- LANG T. (2012), "Shrinkage, Metropolization and Peripheralization in East Germany", *European Planning Studies*, 20, 10, pp. 1747-1754.
- LEO C., ANDERSON K. (2006), "Being Realistic about Urban Growth", *Journal of Urban Affairs*, 28, 2, pp. 169-189.
- LOGAN J.R., MOLOTCH H. (1987), *Urban Fortunes : The Political Economy of Place*, Berkeley and Los Angeles, CA, University of California Press.
- MARTÍNEZ-FERNÁNDEZ C., AUDIRAC I., FOL S. & CUNNINGHAM-SABOT E. (2012), "Shrinking Cities: Urban Challenges of Globalization", *International Journal of Urban and Regional Research*, 36, 2, pp. 213-225.
- MAYER M. (2007), "Contesting the Neoliberalization of Urban Governance", in LEITNER H., PECK J. & SHEPPARD E. (eds.), *Contesting Neoliberalism*, New York, Guilford Press, pp. 90-115.
- MOLOTCH H. (1976), "The City as a Growth Machine: Toward a Political Economy of Place", *American Journal of Sociology*, 82, 2, pp. 309-332.
- NIVAT A. (2017), *Dans quelle France on vit*, Paris, Fayard.
- MIOT Y. (2016), « Le rôle du facteur démographique dans les processus de décroissance urbaine. Le cas de trois villes de tradition industrielle Françaises », *Espace, Populations, Sociétés*, 2015/3-2016/1, <https://journals.openedition.org/eps/6192>.
- MUKIM M. et al. (2015), *Competitive Cities for Jobs and Growth: What, Who, and How*, The World Bank.
- NORTH P., NURSE A. (2014), "Beyond Entrepreneurial Cities. Towards a Post-capitalist Grassroots Urban Politics of Climate Change and Resource Constraint", *Métropoles*, 15, <http://journals.openedition.org/metropoles/5005>.
- OECD (2006), *OECD Territorial Reviews : Competitive Cities in the Global Economy*, OECD, 446 p.
- OSWALT P. (2005), *Shrinking cities, Volume 1, International research*, Hatje Cantz Verlag, Ostfildern-Ruit, Germany.

- PACIONE M. (2015), "Perspectives on the Post-Growth City", in HINO M., TSUTSUMI J. (eds.), *Urban Geography of Post-Growth Society*, Sendai, Japan, Tohoku University Press, pp. 7-29.
- PADDISON R. (1993), "City Marketing, Image Reconstruction and Urban Regeneration", *Urban Studies*, 30, 2, pp. 339-349.
- PECK J., THEODORE N. (2015), *Fast Policy: Experimental Statecraft at the Threshold of Neoliberalism*, Minneapolis, MN, University of Minnesota Press.
- PLÖGER J. (2012), "Learning From Abroad : Lessons from European Shrinking Cities", in MALLACH A. (ed.), *Rebuilding America's Legacy Cities : New Directions for the Industrial Heartland*, New York, The American Assembly, Columbia University, pp. 295-371.
- POPPER D.E., POPPER F. (2017), "American Shrinking Cities May Not Need to Grow", *Métropolitiques*, 25 April 2017, <http://www.metropolitiques.eu/American-Shrinking-Cities-May-Not.html>.
- PRADA-TRIGO J. (2014), "Declive urbano, estrategias de revitalización y redes de actores : el peso de las trayectorias locales a través de los casos de estudio de Langreo y Avilés (España)", *Revista de Geografía Norte Grande*, 57, pp. 33-51.
- PURCELL M. (2008), *Recapturing Democracy : Neoliberalization and the Struggle for Alternative Urban Futures*, New York, Routledge.
- RACO M. (2012), "A Growth Agenda without Growth : English Spatial Policy, Sustainable Communities, and the Death of the Neo-liberal Project ?", *GeoJournal*, 77, pp. 153-165.
- RHODES J., RUSSO J. (2013), "Shrinking "Smart"? : Urban Redevelopment and Shrinkage in Youngstown, Ohio", *Urban Geography*, 34, 3, pp. 305-326.
- RIENIETS T. (2009), "Shrinking Cities: Causes and Effects of Urban Population Losses in the Twentieth Century", *Nature and Culture*, 4, 3, pp. 231-254.
- ROLAND E. (2016), *Châlons-en-Champagne : un cas classique de décroissance ?*, Master Recherche Dynamiques, développement et aménagement des territoires, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, 191 pp.
- ROSSI U. (2017), *Cities in Global Capitalism*, Blackwell, 176 p.
- ROTH H., CUNNINGHAM-SABOT E. (2012), "Shrinking Cities in the Growth Paradigm : Towards Standardised Regrowing Strategies?", in GANSER R., PIRO R. (eds.), *Parallel Patterns of Shrinking Cities and Urban Growth : Spatial Planning for Sustainable Development of City Regions and Rural Areas*, New York, Routledge, pp. 59-71.
- ROTH H. (2016), « Du déclin à la périphérisation : quand les courants constructivistes et critiques revisitent les différenciations spatiales en Allemagne », *Cybergeo : European Journal of Geography*, <http://journals.openedition.org/cybergeo/27389>.
- SAGER T. (2011), "Neo-liberal Urban Planning Policies: A Literature Survey 1990-2010", *Progress in Planning*, 76, 147-199.
- SIDNEY M.S. (2010), "Critical Perspectives on the City: Constructivist Interpretive Analysis of Urban Politics", in DAVIS J.S., IMBROSCIO D.L. (eds.), *Critical Urban Studies: New Directions*, New York, SUNY Press.
- SILVERMAN R.M., YIN L. & PATTERSON K.L. (2015), "Municipal Property Acquisition Patterns in a Shrinkign City: Evidence for the Persistence of an Urban Growth Paradigm in Buffalo, NY", *Cogent Social Sciences*, 1, 1, pp. 1-22.

- SNIESKA V., ZYKIENE I. (2015), "City Attractiveness for Investment : Characteristics and Underlying Factors", *Procedia – Social and Behavioral Sciences*, 213, pp. 15-48.
- STRYJAKIEWICZ T. (2013), "The process of urban shrinkage and its consequences", *Romanian Journal of Regional Science*, 7, pp. 29-40.
- SWYNGEDOUW E. (2004), "Globalisation or Glocalisation ? Networks, Territories and Rescaling", *Cambridge Review of International Affairs*, 17, 1, pp. 25-48.
- SYSSNER J. (2015), "Planning for Shrinkage ? Policy Implications of Demographic Decline in Swedish Municipalities", *Journal of Depopulation and Rural Development Studies*, 20, pp. 7-31.
- TAKS M., CHALIP L., GREEN C.B. (2015), "Impacts and strategic outcomes from non-mega sport events for local communities", *European Sport Management Quarterly*, 15, 1, pp. 1-6.
- TOURET A. (2005), *Destins d'Allier. 1945-2000. Population et économie. Les grands événements et l'évolution de l'opinion. Portraits*, Nonette, CREER.
- VACHER A. (1904), « Montluçon (Essai de géographie urbaine) », *Annales de Géographie*, 13, 68, pp. 121-137.
- WECK S., BEIBWENGER S. (2013), "Coping with Peripheralization : Governance Response in Two German Small Cities", *European Planning Studies*, 22, 10, pp. 2156-2171.
- WIECHMANN T., BONTJE M. (2013), "Responding to Tough Times : Policy and Planning Strategies in Shrinking Cities", *European Planning Studies*, 23, 1, pp. 1-11.
- WILSON D., WOUTERS J. (2003), "Spatiality and Growth Discourse : The Restructuring of America's Rust Belt Cities", *Journal of Urban Affairs*, 25, 2, pp. 123-138.
- WOLFF M., FOL S., ROTH H. & CUNNINGHAM-SABOT E. (2013), « Shrinking cities, villes en décroissance : une mesure du phénomène en France », *Cybergeog : European Journal of Geography*, 661, <http://cybergeog.revues.org/26136>.

NOTES

1. Pour plus de détails sur l'évolution du rail, se reporter au site : <http://www.inventaires-ferroviaires.fr/>.
2. Suivez le lien pour une synthèse du processus de périphérisation vécu à Montluçon : <https://www.monde-diplomatique.fr/2018/05/DUMAY/58634> Jean-Michel Dumay, "La France abandonne ses villes moyennes", *Le Monde diplomatique* (mai 2018).
3. Les paroles décrivent une ville « même pas jolie », « triste à mourir » et « habillée en gris », vieillissante et manquant de dynamisme.
4. Ci-dessous, vous trouverez un résumé partiel de l'évolution de l'OPHLM de Montluçon rédigé par son responsable principal avant 2001, Paul Crespin : <http://www.regardactu.com/2016/11/ophlm-l-avenir-en-question.html>.
5. Pour plus de renseignements, suivez le lien : https://www.lamontagne.fr/auvergne/actualite/2016/08/01/le-con-rugby-contraint-au-depot-de-bilan-apres-cinq-saisons-sur-le-fil-du-rasoir_12020797.html.
6. Depuis son inauguration en 2013, le musée n'a jamais réussi à franchir la barre des 25000 visiteurs par an. https://www.lamontagne.fr/con-03100/loisirs/a-con-la-frequentation-du-mupop-est-toujours-loin-des-objectifs-fixes-par-les-elus-lors-de-sa-creation_13545797/#refresh.
7. Le jury a sélectionné le cabinet d'architecture et d'urbanisme BAU de Barcelone, piloté par Joan Busquets.

8. En surfant sur le site du projet (<https://www.ccon.fr/>) on se rend compte de l'importance accordée à toute une série d'éléments clés, comme l'attractivité, l'image, l'offre de nouveaux espaces culturels et de loisirs, etc.

RÉSUMÉS

Le phénomène de la décroissance urbaine est devenu un sujet majeur pour des nombreuses villes petites et moyennes qui subissent d'intenses processus de périphérisation à l'ère de la globalisation néolibérale. L'article se penche sur l'étude des stratégies et politiques urbaines adoptées dans la ville de Montluçon, située aujourd'hui à l'écart des espaces métropolitains. Le papier s'appuie sur des matériaux de recherche issus d'entretiens semi-directifs, se concentrant sur l'analyse de la matérialisation des récits urbains dominants à l'échelle locale. L'article soutient que loin d'accepter la réalité, les acteurs concernés ont toujours tendance à juger la décroissance en tant qu'anomalie contraire à l'ordre hégémonique de croissance. L'étude montre qu'en cherchant à devenir compétitive, la ville s'est engagée dans un processus de transformation urbaine visant à mettre en valeur un imaginaire lié à sa qualité de vie. L'action politique locale se sert du renouvellement de l'espace urbain comme stratégie de marketing urbain pour projeter une nouvelle image de la ville conforme aux récits dominants, qui n'a toutefois pas réussi à susciter la croissance attendue.

Urban decline has become a major issue for many small- and middle-sized cities faced with considerable processes of peripherisation in an era of neoliberal globalisation. The paper deals with the urban and political strategies established in the French city of Montluçon, distant from metropolitan areas. The paper is based on research materials resulting from semi-directive interviews, focusing on the analysis of the materialisation of dominant urban narratives at local scale. The paper argues that far from accepting the reality, the actors concerned always tend to consider urban decline as an anomaly contrary to the hegemonic order of growth. The study shows that in attempting to become competitive, the city has engaged into a process of urban transformation aiming at highlighting an imaginary bound to its quality of life. Local policy uses the renewal of the urban space as a marketing strategy in order to project a new image of the city compliant with dominant narratives, which nevertheless failed to generate the expected growth.

INDEX

Keywords : urban sprawl, urban decline, urban narratives, urban marketing, Montluçon, France

Mots-clés : périphérisation, décroissance urbaine, récits urbains, marketing urbain, Montluçon, France

AUTEUR

MIKEL AGIRRE-MASKARIANO

Euskal Herriko Unibertsitatea (UPV/EHU) & Université de Perpignan Via Domitia (UPVD),
mikel.agirre@univ-perp.fr